

Une campagne de lobbying intensif

M.P.

LA FILIÈRE de l'électricité a-t-elle fait pression pour minimiser l'effet des lignes à très haute tension sur la santé? Un certain nombre d'éléments le laissent penser.

Tout d'abord, il y a au moins une « double casquette » à un poste stratégique.

Ainsi le professeur de médecine André Aurengo est-il à la fois au conseil d'administration d'EDF et membre de la section « risques sanitaires » au Haut Conseil de la santé, l'organisme chargé par l'Etat de l'informer sur les risques connus dans ce domaine.

Il occupait déjà cette fonction au Conseil supérieur d'hygiène publique de France, qui dépendait du ministère de la Santé. Le docteur Le Ruz, de l'association Criirem, estime qu'« il y a conflit d'intérêts ». Contacté, André Aurengo ne voit pas de conflit, « dans la mesure où, dit-il, il a déclaré cette situation ». Il reproche, de son côté, « l'indépendance revendiquée par certains experts alors qu'ils ont en fait des conflits d'intérêts idéologiques ».

« Une stratégie pour faire face aux mouvements d'opinion »

Nommé à EDF « par le ministre de l'Agriculture Jean Glavany, et confirmé par Jean-Pierre Raffarin », André Aurengo plaide la bonne foi : « EDF a souhaité faire appel à un médecin qui avait des connaissances précises sur le sujet. C'est mon cas. Je ne vois pas où est le problème. Nous avons pu financer des études scientifiques ambitieuses sur des centaines de milliers de personnes. Elles montrent que, du point de vue sanitaire, il n'y a pas vraiment de raisons de s'inquiéter. »

Pourtant, à une époque au moins, la filière de l'électricité a mené des campagnes de lobbying pour défendre ses intérêts. Des documents le prouvent. La Fiee (Fédération des industries électriques et électroniques, qui rassemble les principaux opérateurs, dont EDF) a mis en place le 21 octobre 1994 « une stratégie pour faire face aux mouvements d'opinion relatifs aux effets sur le corps humain des rayonnements électromagnétiques » (voir document ci-contre). La Fédération des industries électriques décide alors que « les actions envisagées ne doivent pas se limiter au plan technique, mais doivent intégrer une dimension politique à l'adresse des hommes politiques et des journalistes. Il faut veiller à ce que le discours tenu par tous soit le même ». Elle indique ensuite que « l'action de lobbying doit être dirigée vers les représentants européens ».

Joint hier, Jean-Pierre Isnard, directeur des affaires techniques et de la normalisation de la Fiee, ne nie pas : « On s'est rassemblés pour défendre un produit et pour argumenter. D'autres se mobilisent en face pour dire que c'est néfaste. Chacun des adversaires accuse l'autre. » Peut-être pas avec les mêmes moyens

[Next-up organisation vidéo associée Interview du négationniste André Aurengo:](#)

